

Seconde consultation publique n°2024-11 du 12 juillet 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

Réponse du SIPPEREC

Préambule

Le 3 avril dernier, la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a organisé une consultation publique relative aux conditions de modification, par les gestionnaires de réseau public, de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs, en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie.

Le SIPPEREC a répondu à cette consultation.

La présente consultation vise à soumettre à l'avis des acteurs les évolutions apportées par la CRE au dispositif envisagé en avril 2024 pour encadrer les modifications des puissances de raccordement des usagers du réseau public d'électricité. Ces évolutions tiennent compte de l'expression des acteurs en réponse à la consultation menée en avril dernier.

Le SIPPEREC salue la démarche de la CRE qui démontre la prise en compte de l'expression des acteurs lors des consultations et la capacité d'écoute du régulateur.

Question 1 : Êtes-vous favorable au passage à un système permettant à l'utilisateur d'avoir deux options concernant sa demande de raccordement ou d'augmentation de puissance de raccordement (avec ou sans montée en charge progressive) ?

Question 2 : Dans le cas où l'utilisateur déciderait de ne pas fournir de montée en charge mais de directement demander sa puissance de raccordement finale (option 1), êtes-vous favorable à la modification de sa puissance de raccordement après un délai de 5 ans en cas de non-utilisation ?

Question 3 : Êtes-vous favorable aux modalités proposées concernant la possibilité pour l'utilisateur de demander une courbe de montée en charge à un horizon de 10 ans au moment de sa demande de raccordement ou de demande d'augmentation de puissance de raccordement (option 2) ?

Question 4 : Dans le cas où l'utilisateur déciderait de fournir une courbe de montée en charge, êtes-vous favorable à la modification des puissances intermédiaires de la montée en charge jusqu'à la puissance de raccordement finale lorsque l'utilisateur ne respecte pas son engagement (avec une marge) ?

Lors de la première consultation, organisée en avril dernier, deux évolutions du périmètre de mise en œuvre du dispositif de modification de la puissance de raccordement ont été proposées par les acteurs :

- Ecarter du dispositif certains usagers au motif de l'intérêt particulier que ceux-ci représentent pour la transition énergétique ;
- Inclure les usagers BT au dispositif, compte tenu du surdimensionnement du réseau BT.

Le SIPPEREC a notamment soutenu l'importance de prévoir la mise en œuvre du dispositif de modification de la puissance de raccordement pour les raccordements collectifs d'usagers en BT, quel que soit la puissance, et les raccordements individuels de puissance supérieures à 36kVA.

La CRE écarte, dans la nouvelle proposition soumise à consultation, l'inclusion des usagers BT sans avancer d'explication. Tout au plus, la CRE précise que « la majorité des acteurs est favorable à l'exclusion des clients raccordés en BT du dispositif à l'exception de quelques acteurs ». Cette affirmation, qui tend à laisser penser que c'est au nombre d'acteurs soutenant une option que celle-ci peut être retenue par le régulateur, interroge. Au demeurant, la question du surdimensionnement du réseau BT, conséquence d'un surdimensionnement des puissances de raccordement, a été relevée par France Urbaine lors des ateliers animés par la DGE en 2021, comme l'a rappelé le SIPPEREC dans sa réponse à la consultation d'avril 2024. Il est fort probable que les adhérents de France Urbaine, au nombre de 110 et représentant 2 000 commune où résident 30 millions d'habitants, soient au moins aussi nombreux que « la majorité des acteurs ... favorable à l'exclusion des clients raccordés en BT du dispositif » à laquelle se réfère la CRE.

Le SIPPEREC persiste à considérer qu'**écarter le réseau BT des dispositions envisagées pour « récupérer » la capacité du réseau non-utilisée revient à écarter une part notable des raccordements et surtout des ouvrages construits sans besoin effectif.**

Le dispositif à mettre en place en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie permettra de limiter le coût et le délai de raccordement de futurs demandeurs. Il ne peut être accessible qu'aux seuls usagers les plus importants, raccordés en HTA ou en HTB et conduire de fait les usagers BT à continuer de financer, par leurs contributions, des ouvrages inutiles en étant confrontés à des délais de raccordement inacceptables.

Le SIPPEREC est par ailleurs favorable aux autres propositions de la CRE relatives aux modalités proposées pour le raccordement de nouvelles installations : il s'agit notamment de ne pas écarter du dispositif certains usagers au motif de l'intérêt particulier que ceux-ci représentent pour la transition énergétique, et d'offrir deux options lors du raccordement d'une nouvelle installation ouvrant la possibilité, pour le futur usager, de définir un échelonnement de l'évolution de ses besoins.

Question 5 : Êtes-vous favorable au niveau de prise en charge des coûts par le TURPE proposé par la CRE (60 % des coûts restant après réfaction) ?

Dans le document soumis à la consultation en avril 2024, la CRE avait envisagé une formule de calcul de l'indemnité, certes complexe, mais qui tenait compte de l'augmentation de puissance demandée rapportée à la puissance de raccordement initiale, de la participation du demandeur

lors de son raccordement (contribution initiale) et du temps écoulé depuis le raccordement initial du site.

La CRE préfère, *in fine*, envisager une indemnisation calculée sur un pourcentage de la contribution nouvelle demandée à l'utilisateur pour une augmentation de la puissance au-delà de la puissance de raccordement adaptée par le gestionnaire de réseau. Comme le SIPPEREC l'a indiqué en réponse à la consultation menée en avril 2024, ***il n'est toujours pas favorable à la proposition de calcul de l'indemnité.***

En effet, le calcul de l'indemnité conduit à un abattement forfaitaire de 60% sur le coût des travaux après application de la réfaction. La simplicité du dispositif conduit à ne pas différencier les usagers selon le niveau de la puissance de raccordement adaptée, de la puissance de raccordement initiale et des écarts entre ces puissances.

L'application d'un forfait atténue l'effet incitateur des dispositions envisagées.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la marge de 15 % proposée ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'historique de consommation de 5 ans proposé pour déterminer la puissance maximale soutirée ?

Question 8 : Êtes-vous favorable au pas de temps de 10 minutes proposé pour le calcul de la puissance maximale soutirée par l'utilisateur sur la période de 5 ans ?

Question 9 : Êtes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Le SIPPEREC est favorable au nouveau calcul de la puissance adaptée de raccordement, tenant compte de la puissance maximale appelée et non de la puissance souscrite. Exclure la puissance souscrite est devenue incontournable dès lors où certains acteurs « dont notamment les industriels électro-intensifs et les data centers, considèrent que l'utilisateur doit pouvoir conserver sa puissance de raccordement en cas de besoin futur. Ils souhaitent avoir la possibilité de sursouscrire afin de conserver leur puissance de raccordement même s'ils n'utilisent pas toute la capacité souscrite¹ ».

La marge de 15% offre, en outre, une marge suffisante aux usagers.

Cependant, ***le SIPPEREC n'est pas favorable à une révision annuelle de la puissance de raccordement adaptée.*** Si le calcul peut être mené chaque année, la puissance de raccordement adaptée n'est à modifier que si ce calcul conduit à une puissance substantiellement différente de la puissance de raccordement adaptée notifiée à l'utilisateur (écart de 15% par exemple). Une révision annuelle pour des ajustements à la marge serait à la fois chronophage et d'un intérêt mineur pour l'optimisation du réseau.

¹ Extrait de la page 11/14 du document soumis à la consultation dans le cadre de la consultation publique 2024-11 – seconde consultation publique du 12 juillet 2024.